

*Article 21 du Règlement*

l'ancien membre du cabinet, Pierre Juneau, qui est encore président de Radio-Canada.

Il nous reste encore beaucoup de survivants. Peut-être leur existence empêchera-t-elle la pitié de se moquer de la charité.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

**LES AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES**

L'ENTENTE EDER QUI SERA BIENTÔT SIGNÉE AVEC LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody):** Monsieur le Président, le 4 septembre dernier, les électeurs de la Colombie-Britannique ont donné au gouvernement une victoire écrasante. Ils savaient qu'avec notre parti, toutes les provinces et toutes les régions participeraient aux décisions sur un pied d'égalité.

La Colombie-Britannique est représentée à la Chambre par 19 députés sérieux et consciencieux, dont trois ministres influents.

Que ceux qui ont dernièrement tenté par intérêt politique d'adopter la Colombie-Britannique comme «leur province», ne prétendent pas parler en son nom. Les gens de ma province ne sont pas si naïfs que cela.

Le chef de l'opposition (M. Turner) et d'autres de nos vis-à-vis devraient cesser de traiter la Colombie-Britannique comme un ballon politique. Les gens de cette province ont été trop exploités par l'ancien gouvernement libéral. Ils veulent participer à la relance économique du pays comme partenaires égaux, et nous avons bien l'intention de les traiter comme tels.

Quand notre gouvernement signera une nouvelle entente EDER avec la Colombie-Britannique, ce que nous ferons bientôt, ses habitants verront poindre une nouvelle ère de coopération et de développement économique dans cette province dont les perspectives d'avenir sont illimitées.

\* \* \*

[Français]

**L'EMPLOI**

L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES

**Mlle Aileen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, les Canadiennes demandent depuis longtemps l'égalité en emploi. Les mesures proposées par le gouvernement en mars ne les satisfont pas tellement. Mais aujourd'hui, c'est sur un autre aspect du problème que je voudrais m'exprimer.

L'égalité sur le marché du travail implique une série de mesures législatives et réglementaires. Puisqu'on considère que la société partage avec les parents la responsabilité des enfants, les prestations de maternité constituent un programme spécialement important.

Il a été question que le gouvernement conservateur transfère les prestations de maternité du programme de l'assurance-chômage à des programmes généraux d'assistance sociale. Comme on le sait, ces programmes sont à la merci des coupures budgétaires à tout moment.

Le comité canadien d'action sur le statut de la femme s'oppose à ce transfert, et des milliers de femmes à travers le pays veulent sauvegarder et même améliorer le programme de prestations de maternité.

Monsieur le Président, j'exhorte donc le gouvernement à les écouter avec beaucoup d'attention.

\* \* \*

[Traduction]

**LES FORCES ARMÉES CANADIENNES**

L'AUGMENTATION DE SOLDE ATTENDUE

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Monsieur le Président, d'après certaines rumeurs récentes l'augmentation annuelle des membres des forces armées canadiennes devait être accordée le 1<sup>er</sup> avril. Or elle ne l'a pas été.

Un certain nombre d'excuses ont été invoquées pour justifier cet état de choses, dont le projet d'élargir les forces armées et celui de réduire les effectifs dans le budget à venir. On a également prétexté la vieille excuse habituelle voulant que les fonds aient été «bloqués par le Conseil du trésor».

Il convient d'ajouter à cela une directive du Commandement aérien de Winnipeg datée du 19 mars, dans laquelle on supprime la limite de 4 p. 100 imposée en matière d'augmentation des prix des biens et des services assurés aux membres des forces armées.

Cette décision accroît le fardeau des familles du personnel des forces armées, car celles-ci seront tenues de payer à compter du 1<sup>er</sup> novembre des loyers tels que calculés par la SCHL. Les familles vivant sur la base militaire de Comox en Colombie-Britannique où le gouvernement social-creditiste a supprimé le contrôle des loyers auront à payer des augmentations mensuelles allant de \$100 à \$150. Le ministre de la Défense nationale (M. Nielsen) et le gouvernement conservateur devraient prendre des mesures sérieuses destinées à fournir aux effectifs des forces armées du Canada des logements et des services à des prix raisonnables et équitables.

Le ministre de la Défense nationale devrait ici même expliquer à la population et aux membres des forces armées pourquoi on en a fait les victimes d'une initiative aussi répressive.

\* \* \*

**LA CONDITION FÉMININE**

L'ATTEINTE DE L'ÉGALITÉ

**M. Andrew Witer (Parkdale-High Park):** Monsieur le Président, le congrès annuel du Comité national d'action sur le statut de la femme s'est tenu à Ottawa cette fin de semaine.